

Le gaspillage menace la qualité de la vie.

André Jarrot *

*Nous sommes entrés dans un monde où il faut réapprendre à compter.
Valéry Giscard d'Estaing, 13 septembre 1974.*

L'obligation d'instaurer une meilleure qualité de vie dans notre pays comme celle de rationaliser notre économie et nos pratiques nous imposent de lutter contre ces gaspillages.

Préserver notre environnement est un devoir moral, mais c'est aussi un impératif industriel et économique. Ainsi en Alsace, les graves agressions dont la nappe phréatique a été l'objet commencent à créer de sérieuses difficultés aux industriels. D'une manière générale, si la lutte pour la sauvegarde de la nature coûte cher, les dégâts de tous ordres qu'entraînent nos actions transformatrices coûtent plus cher encore à la collectivité. Par-delà les artifices de calcul qui comptabilisent en positif la réparation de ces dégâts, nous découvrons qu'ils constituent, en fait, un handicap très sérieux pour notre économie globale.

Aucune nécessité ne nous conduit à choisir le parti le plus mauvais, mais seulement la routine, le manque d'imagination, l'absence de vue d'ensemble, un goût immodéré de l'argent. Il n'est pas nécessaire de raser 1 000 hectares de forêt pour créer une zone industrielle. Il n'est pas inéluctable que nos constructions, nos autoroutes, nos canaux défigurent le paysage. Il n'est pas inéluctable non plus que les industries chimiques soient rassemblées en un même lieu et que nos entreprises se regroupent sur quelques sites maritimes, bassins ou sillons jusqu'ici « privilégiés ».

Comme des cow-boys

Nous devons cesser de nous comporter comme des cow-boys et nous attacher à gérer notre patrimoine en bon père de famille. La mer et la forêt, réservoirs du futur, sont des ressources mondiales à administrer comme des réserves d'or et de devises. Aujourd'hui, même ces biens sont aux sources de la vie ; mais demain, ils seront une condition de notre survie et d'une éclosion de richesses nouvelles.

La politique de la qualité de la vie, qui a pour objectif non seulement de protéger mais encore d'enrichir nos différents milieux d'existence de potentialités nouvelles, exige que notre production soit ordonnée aux vrais besoins de l'homme et non à la satisfaction de désirs artificiellement suscités. Sans doute fabriquerons-nous moins de gadgets, moins d'objets à jeter. En revanche, toutes les industries et toutes les activités qui concourent au développement des échanges, à l'aménagement de notre cadre de vie et de notre environnement culturel seront stimulées. Je ne vois pas que notre économie globale ait à en souffrir. Bien au contraire. Le progrès n'est pas nécessairement le vertige que nous connaissons et qui dans un monde pressé, expéditif, fiévreux nous conduit à l'inquiétude et à l'insécurité. Le « système » doit être repensé pour arrêter la ronde infernale d'une production et d'une destruction accélérée des objets fabriqués. Il faut remettre en valeur les notions de robustesse, de durée, d'économie au sens plein du terme. Il faut réhabiliter les notions de qualité et de confort qui sont, en fin de compte, plus rentables que le négligé et le précaire.

Naturellement, il importera que les habitudes de consommation que nous a imposées une civilisation de l'éphémère se transforment peu à peu. C'est affaire d'éducation et je souhaite, à cet égard, que les associations jouent un rôle très actif. Mais cela ne suffira pas. Il faudra s'attaquer vigoureusement aux inégalités qui sont l'une des principales causes de l'exaspération des désirs parce que la consommation est aussi un signe, le moyen de manifester son statut.

La qualité de la vie commande aussi qu'on mette fin au gaspillage des ressources humaines. Il est impératif d'assurer une meilleure diffusion du savoir et de la technologie. Trop de projets intéressants restent dans les tiroirs parce que nos structures rigides ne favorisent

guère l'innovation, parce que les contacts entre l'université et l'industrie sont encore trop peu fréquents, parce que chacun monte jalousement la garde aux frontières de son domaine.

Des contre-pouvoirs

Les idées fécondes, les vues saines et réalistes sont partout, chez les citoyens et chez les élus, chez les agents d'exécution, chez les cadres, chez les responsables. Voilà pourquoi j'entends faire la plus large part à la coopération avec les autres ministères et à la concertation avec les élus et les citoyens. Je crois nécessaire d'aller le plus loin possible concernant la diffusion des responsabilités dans le corps social. Il faut, en effet, que les individus puissent se regrouper à l'intérieur d'organisations appropriées pour défendre leurs droits fondamentaux, pour faire connaître leur opinion sur les problèmes dans lesquels ils sont impliqués, pour mettre en lumière les impasses des solutions technocratiques, pour réaliser leurs aspirations culturelles. Les grandes démocraties modernes appellent des contre-pouvoirs qui fassent équilibre aux pouvoirs organisés et aux grandes forces économiques.

Ainsi, bien des projets d'urbanisme gagneraient en qualité et en coût si les intéressés étaient plus étroitement associés à leur élaboration.

Quant au jeu économique il éviterait certains des déséquilibres qui l'affectent si les consommateurs acquéraient une influence leur permettant de peser davantage sur la production des biens et des services.

La société de l'hyperconsommation

Nul doute que nos sociétés contemporaines aient besoin d'une nouvelle morale collective et d'autres règles que celles supposées, en fait, par la société

* Ministre de la Qualité de la Vie. Article extrait de « Monde » (oct. 1974).

de l'hyperconsommation. Le rapport du « groupe Gruson » qui me sera remis bientôt n'est pas une bible. Il ne dégage pas une éthique définitive pour les sociétés contemporaines.

Il n'est pas non plus et ne veut pas être un guide précis de recommandations pour le gouvernement français en 1974 (ne s'adresse-t-il pas tout autant qu'à l'Etat, aux collectivités, aux chefs d'entreprise, aux citoyens, aux organisations internationales ?). Le rapport balise des pistes que les pouvoirs publics, pour ce qui les concerne, ont déjà ouvertes ou vont ouvrir dans les jours qui viennent. La voie est déjà tracée par l'attachement du président de la République à la croissance humanisée et par ses condamnations répétées d'équipements inutiles. S'il est trop tôt pour annoncer les mesures qui seront décidées en comité interministériel, du moins peut-on décrire, ici, quelques-unes des voies qui méritent d'être proposées pour l'action :

Comment agir ?

- Une des tâches les plus urgentes, quant à l'appareil productif, consiste à organiser la collecte, la récupération et le recyclage du maximum de déchets industriels et de produits de l'industrie. Il va de soi qu'il ne s'agit pas d'une opération fondée sur la charité publique et la mobilisation hâtive de volontaires : il s'agit d'une transformation de grande envergure du système de production fondée sur une conception intégrée du cycle production - consommation - récupération. Il est hautement probable que toutes les nations du monde industrialisé se tourneront vers ce nouveau type d'activité.

- Les améliorations futures des biens produits doivent concerner la qualité et, en particulier, la durabilité des biens. L'allongement de la durée de vie des produits n'est sûrement pas une panacée mais, appliqué avec discernement, il permettrait, sans doute, de faire des économies substantielles, avantageuses d'abord pour les ménages puis pour l'économie dans son ensemble.

- Les habitudes de consommation peuvent et doivent évoluer ; ainsi pour le chauffage des logements (avec des incidences effectives sur la qualité des bâtiments) ou pour les transports quotidiens (en faveur des transports en commun). Mais, bien d'autres changements sont possibles pour encourager les consommations collectives, ou décourager les consommations nuisibles ou par trop ostentatoires.

- Les entreprises, elles-mêmes (celles du secteur public comme du secteur privé), peuvent et doivent aussi changer leurs habitudes : est-il certain que tous les déplacements de leurs cadres soient nécessaires, que les dépenses de représentation ne dépassent pas la limite de l'admissible, que les opérations de prestige ne représentent pas, dans les frais de fonctionnement et d'investissement, des montants qui pèsent exagérément sur les prix de revient ? N'est-il pas préférable d'orienter ces dépenses vers une amélioration des conditions matérielles du travail ou de l'architecture industrielle ?

- La coopération entre les entreprises ne peut-elle pas être à la source d'éco-

nomies ? Certains services communs ne rempliraient-ils pas le même service à meilleur compte que les services actuels ? Ets-il impossible, par exemple, d'obtenir des compagnies aériennes de renforcer leurs accords permettant d'accroître le taux de remplissage d'avions sous-employés ?

- Dans des domaines ayant un impact à plus long terme, un effort considérable doit porter sur l'amélioration des connaissances et sur la recherche technologique. Nous devons mieux connaître nos ressources, mieux évaluer l'état de notre environnement (ce que ne permet pas le système d'information actuel), renseigner périodiquement et officiellement le gouvernement et le Parlement sur cet état. Nous devons faire aussi un considérable effort d'imagination pour trouver les techniques utilisant de nouvelles ressources énergétiques comme la géothermie ou l'énergie solaire.

- Pour s'engager dans ces directions, de multiples outils d'incitation peuvent être utilisés : l'action sur les prix, la fiscalité, les réglementations. Mais il paraît évident que le trait majeur de ces modifications est leur caractère structurel, autrement dit leurs incidences en chaîne sur tous les secteurs et les agents de l'économie. Pour affronter ce genre de questions, la procédure à laquelle on pense aussitôt est la planification, décentralisée d'abord, c'est-à-dire celle que s'imposeraient les entreprises, les collectivités locales et les administrations, centralisée ensuite pour dégager les lignes directrices ou le schéma directeur de toutes ces actions qui devraient être complémentaires.

Changer les mœurs

Enfin, je terminerai en suggérant deux autres pistes fondamentales au point de vue de la qualité de la vie :

L'une consiste à renforcer la coopération internationale dans tous les domaines indiqués précédemment ; n'est-ce pas là un moyen de ne pas localiser toutes nos actions sur les seules mesures directes concernant les prix ou les approvisionnements en pétrole ? Cela ne signifie-t-il pas que l'Europe peut trouver des voies communes de lutte contre le gaspillage et mettre au point des technologies nouvelles en matière de recyclage et d'utilisation de l'énergie.

L'autre consiste à développer au maximum l'information et la formation. Il est vrai qu'en tout domaine cet effort-là est nécessaire. Mais, en ce qui concerne la qualité de la vie et l'environnement, il est fondamental parce qu'il est une des conditions du changement des mœurs.

Voici les quelques idées que m'inspire la situation présente. Bien loin de renvoyer à plus tard les notions de qualité et d'environnement, comme s'il fallait commencer d'abord par des choses « sérieuses », une analyse sans complaisance des faits et des mécanismes montre que ces notions ont une portée actuellement considérable. Le tout est de se dire que l'événement qui ébranle l'économie mondiale n'est pas un accident sans lendemain, mais le prélude inéluctable à une refonte en profondeur de nos modes de vie.

A. J.

*A Paris, 12 km à l'heure en Rolls,
14 km/h en bicyclette.*